

Ukraine : l'«Opération Midas» ou le test ultime de l'État de droit en temps de guerre

TRIBUNE. Avec l'« Opération Midas », Kiev lance une vaste enquête anti-corruption. Selon l'analyste géopolitique Michel Fayad, l'affaire met à l'épreuve la capacité de l'Ukraine à concilier exigence démocratique, État de droit et impératifs de guerre.

16/06/2026 à 12:16



Drapeau de l'Ukraine. (Photo d'illustration) © MATTHIAS BALK / DPA via AFP

[L'Ukraine](#) a engagé avec l'« Opération Midas » la plus vaste enquête anti-corruption menée depuis le début de la guerre. Au-delà des accusations visant plusieurs figures proches du pouvoir, l'affaire pourrait durablement façonner l'équilibre entre lutte anti-corruption, impératifs sécuritaires et respect de l'État de droit. Depuis plusieurs mois, Kiev mène ce qui est désormais présenté comme la plus importante opération anti-corruption de l'ère [Volodymyr Zelensky](#). Baptisée « Opération Midas », l'enquête conduite par le Bureau national anticorruption ukrainien (NABU) et le parquet spécialisé SAPO porte sur un vaste système présumé de rétrocommissions autour d'Energoatom, l'opérateur nucléaire public ukrainien.

À lire aussi [Ukraine : l'Europe veut-elle vraiment la paix ?](#)

Au centre du dossier figure Tymur Mindich, homme d'affaires historiquement proche du cercle Kwartal 95 de Volodymyr Zelensky avant son entrée en politique. Selon les autorités ukrainiennes, l'enquête aurait mobilisé quinze mois d'investigations, plus de soixante-dix perquisitions et près de mille heures d'écoutes, pour un système présumé de corruption estimé à environ 100 millions de dollars.

Mais la véritable question soulevée par l'affaire n'est pas de savoir si l'Ukraine doit poursuivre la corruption de haut niveau en temps de guerre. Elle le doit évidemment. Les attaques répétées contre les infrastructures énergétiques ukrainiennes rendent ces affaires d'autant plus sensibles : si les marchés publics liés à ces infrastructures sont détournés ou fragilisés par la corruption, le risque devient non seulement économique, mais stratégique pour l'État ukrainien lui-même.

La suite après cette publicité

La question plus difficile est ailleurs. Elle tient à la capacité d'un État en guerre à concilier lutte anti-corruption, pression politique, pouvoirs exceptionnels et respect des standards procéduraux qui distinguent une démocratie d'un système arbitraire. C'est précisément parce que l'Opération Midas semble reposer sur une enquête substantielle que les questions de procédure deviennent centrales. Dans les jours ayant suivi la révélation publique de l'affaire, les autorités ukrainiennes ont rapidement eu recours à des sanctions présidentielles : gels d'avoirs, restrictions commerciales, interdictions de marchés publics. Puis sont venues les procédures par contumace ainsi que les détentions préventives. Chacun de ces outils possède une base juridique et peut répondre à des impératifs réels dans un contexte de guerre. Mais leur accumulation soulève une interrogation plus profonde : à partir de quel moment des mécanismes exceptionnels cessent-ils d'être des instruments judiciaires pour devenir une forme de verdict par anticipation ?

Des garde-fous fragiles

Cette inquiétude ne naît pas dans le vide. Elle renvoie directement à une autre séquence institutionnelle récente. L'été dernier, le Parlement ukrainien avait adopté, avant que le président ne la signe, la loi n°4555-IX, un texte qui aurait eu pour effet de placer de facto le NABU et le SAPO sous l'autorité d'un procureur général politiquement nommé. La réforme avait provoqué les premières manifestations significatives depuis le début de la guerre ainsi que de vives inquiétudes parmi les partenaires européens de Kiev. Dix jours plus tard, les autorités ukrainiennes revenaient finalement sur le texte et rétablissaient les garanties d'indépendance des agences anti-corruption.

La suite après cette publicité

Mais l'épisode a laissé une trace durable. Il a révélé à quel point les garde-fous institutionnels restaient fragiles dans un pays confronté à une pression existentielle, et avec quelle rapidité l'exécutif pouvait être tenté de reprendre la main sur des institutions censées rester indépendantes. L'Opération Midas intervient précisément dans cet après-coup politique et institutionnel.

Le soutien à une lutte anti-corruption offensive est réel et profondément ancré dans l'opinion publique

Le contexte informationnel rend l'équilibre encore plus difficile. Dans une guerre marquée par une forte polarisation médiatique et politique, toute affaire sensible peut rapidement devenir un objet d'instrumentalisation publique. Cela ne signifie pas pour autant que toute interrogation sur les procédures judiciaires soit illégitime. Mais cela implique que les acteurs politiques, les personnes mises en cause et les médias évoluent dans un environnement où chaque séquence judiciaire peut être intégrée à des récits concurrents.

La réponse, dans ce contexte, ne peut être ni la suppression des questions procédurales, ni l'acceptation automatique des récits de défense ou des communications du parquet. Elle suppose au contraire que les faits soient confrontés au dossier public, avec transparence, indépendamment des narratifs politiques qui cherchent à s'en emparer.

Les sondages illustrent d'ailleurs toute la complexité de la situation. L'Institut international de sociologie de Kiev (KIIS) montre régulièrement qu'une majorité d'Ukrainiens soutient les enquêtes anti-corruption. Mais une étude publiée en mai 2026 révélait également que 54 % des personnes interrogées considéraient désormais la corruption intérieure comme une menace plus grave pour le développement du pays que la guerre elle-même – un résultat saisissant pour un pays soumis à des frappes quasi quotidiennes.

À lire aussi [Philippe de Villiers : «Entretenir la guerre en Ukraine est une erreur historique»](#)

Le soutien à une lutte anti-corruption offensive est donc réel et profondément ancré dans [l'opinion publique](#). Mais cette même opinion reste également attentive à la possibilité qu'une affaire très médiatisée puisse être gérée pour produire un effet politique, dans un sens comme dans l'autre : soit en durcissant le dossier pour démontrer une prise de distance avec une figure devenue encombrante, soit au contraire en l'adoucissant afin de protéger certains cercles du pouvoir.

Protéger l'indépendance des institutions judiciaires

Le véritable enjeu dépasse donc largement le cas individuel des personnes poursuivies. Il concerne la capacité de l'Ukraine à poursuivre efficacement la corruption tout en

protégeant l'indépendance de ses institutions judiciaires, à préserver la présomption d'innocence malgré l'usage d'outils exceptionnels comme les sanctions ou les procédures par contumace, et surtout à maintenir cette cohérence même lorsque les accusés cessent d'être politiquement commodes.

Car au fond, la guerre que traverse l'Ukraine n'est pas uniquement territoriale ou militaire. Elle est aussi une épreuve institutionnelle et démocratique. L'[intégration européenne du pays](#), la confiance des partenaires occidentaux et la crédibilité de ses réformes reposent largement sur une idée centrale : celle d'un État capable de préserver ses principes juridiques et institutionnels même sous une pression extrême.

À lire aussi [Nicolas Dupont-Aignan : «L'adhésion de l'Ukraine à l'UE serait une faute historique majeure»](#)

C'est pourquoi l'Opération Midas dépasse le simple cadre d'une affaire anti-corruption. Elle constitue un test beaucoup plus profond : celui de savoir si une démocratie en guerre peut rester fidèle à ses propres principes au moment même où elle subit les plus fortes tensions de son histoire.